

Mourir d'un cancer. Voilà aujourd'hui le sort d'un homme sur trois et d'une femme sur quatre. D'après l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale), la terrible maladie est devenue la première cause de mortalité en France, devant les maladies cardiovasculaires. Le cancérologue Dominique Belpomme est formel, cette prolifération de cancer n'a rien de naturel, elle est le fruit de notre mode de vie ¹. C'est ce qu'affirment aussi Geneviève Barbier et Armand Farrachi pour qui la plupart des substances cancérigènes « se trouve dans l'air que nous respirons, dans nos assiettes, nos jardins ou nos maisons [...] ». Leur usage et leur prolifération ont accompagné le chant des sirènes promettant toujours plus de confort, de croissance et de bonheur. La flambée des cancers professionnels, la banalisation des substances toxiques et la dissémination des dioxines jusque dans le lait maternel témoignent pourtant de choix

collectifs dédiés à tout prix à la productivité »². Les faits sont là : la société industrielle tue. Et il n'y a plus que les lobbys payés par l'industrie pour tenter de nous faire croire le contraire.

Nous nous obstinons pourtant à ne pas vouloir en tirer les conséquences. La campagne présidentielle de 2012 a vu le rassemblement de toute la classe politique, du Front de Gauche au Front National derrière un nouveau mot d'ordre : la réindustrialisation de la France. Amiante, pesticides, déchets radioactifs, PVC, ondes électromagnétiques : autant de substances cancérogènes *made in France* qu'il faut continuer à produire coûte que coûte. En période de crise économique³, tout est bon pour lutter contre la vague des licenciements et la montée inexorable du chômage. A l'avant-garde du combat pour la réindustrialisation : « la gauche de la gauche », ses

partis, ses syndicats et ses porte-voix officiels. Triste situation où ceux-là même qui prétendent représenter et défendre les salariés, les condamnent, et nous avec, à mourir d'un cancer en réclamant le maintien d'usines mortifères.

C'est dans ce contexte qu'en avril 2012 une polémique éclate entre François Ruffin, rédacteur au journal *Fakir* et soutien de Jean-Luc Mélenchon à la campagne présidentielle, et le groupe « néo-luddite » grenoblois Pièces et Main d'œuvre (PMO), connu pour son opposition à la société industrielle et aux nécrotechnologies.

Les 4 et 5 avril, *Là-bas si j'y suis*, l'émission de Daniel Mermet sur France Inter diffuse « Arkema et les vautours », un reportage signé François Ruffin, consacré à la vente, par le géant français de la chimie, de son pôle vinylique à un financier américain. Le

reportage dénonce une menace de plan social et l'incertitude quant à leur avenir pour les 1 800 salariés français du groupe.

Dès le lendemain, Pièces et Main d'œuvre diffuse sur son site internet et par mail un texte intitulé « "Réindustrialisons" : quand *Là-bas si j'y suis* défend le cancer français ». Le papier pointe une lacune dans le reportage de François Ruffin : l'absence de considérations pour le caractère nuisible et cancérigène du PVC, et donc pour les dégâts sur la santé des salariés et riverains des usines. Volontiers polémique, PMO lance : « Pour les syndicalistes comme pour les partisans du Front de Gauche et *Là-bas si j'y suis*, "l'essentiel, c'est l'emploi", autrement dit : "nos emplois valent plus que nos vies" [...] Quand à nous, libertaires et luddites, nous disons : brisons les machines à produire le cancer ».

La question que pose finalement PMO est

la suivante : Peut-on soutenir au nom de l'Emploi une industrie qui détruit des vies ? Que faisons-nous pour un salaire ? La polémique est lancée et à travers elle, ce sont d'abord deux courants politiques qui s'affrontent, et qu'il est intéressant de présenter brièvement.

Le premier, celui de « la gauche de la gauche », de la « vraie gauche ». Quelle que soit la radicalité de ses mots d'ordre (augmentation du pouvoir d'achat ou nationalisation des entreprises), son projet politique consiste avant tout en la répartition égalitaire des richesses produites par le capitalisme. Les classes populaires dans les pays occidentaux, comme les pays du Sud, tous doivent pouvoir bénéficier de revenus décents et ainsi accéder à la consommation de masse et au confort matériel. Deux présupposés issus du marxisme orthodoxe⁴ structurent cette

pensée politique. D'abord, l'idée que le développement industriel et technologique, inéluctable, est synonyme de Progrès, et qu'il est la condition nécessaire à l'établissement d'une société idéale (Lénine : « Le communisme, c'est les soviets plus l'électricité ! »). Ensuite, l'idée que les nuisances industrielles et technologiques sont uniquement liées au caractère capitaliste du mode de production. Comprenez : les centrales nucléaires, les OGM, les usines de PVC ou de pesticides cessent d'être nuisibles dès lors que les entreprises qui les produisent sont passées sous le contrôle des travailleurs. Cet héritage a deux conséquences pour la gauche. D'une part, une adhésion à l'idéologie de la croissance : il faut continuer à produire toujours plus au nom de l'emploi et du pouvoir d'achat. D'autre part, une très faible considération pour les désastres écologiques et sociaux qu'engendre le

développement industriel. Si cette vision constitue le socle idéologique de la gauche marxiste, cela n'exclut pas des adaptations. Depuis trente ans, sous l'influence de la crise environnementale et des idées écologistes, une fraction éclairée de la gauche tente de réaliser l'alliance du Rouge et du Vert en intégrant la protection de l'environnement à ce socle idéologique. Reste qu'elle le fait de manière partielle, marginale, et en s'aveuglant sur les contradictions dans lesquelles elle s'enferme : pas plus qu'il n'y a de capitalisme écologique ou de croissance soutenable, il n'est possible de conserver notre niveau de vie actuel (ou de l'élargir à l'ensemble de l'humanité) sans saccager l'environnement.

À l'opposé se situent les anti-industriels, dont certains se réclament de la tradition luddite. Les luddites, ce sont ces artisans anglais et français qui se révoltèrent au